



## Les grands titres:

- L'ONU appelle à combler les lacunes actuelles en matière de lutte contre la violence sexuelle dans les conflits
- Syrie : l'ONU note des développements positifs en matière d'accès humanitaire
- Haïti : Ban Ki-moon appelle à finaliser le processus électoral de toute urgence
- Iraq : l'ONU préoccupée par le sort des civils de Falloujah, où les combats font rage
- Le HCR préoccupé par des expulsions d'Erythréens par le Soudan
- L'insécurité alimentaire se répand à cause d'El Niño dans les Etats du Pacifique et des Caraïbes, selon la FAO
- La FAO annonce une stabilité des prix agricoles et une baisse du coût des importations alimentaires
- Somalie : le Conseil de sécurité condamne une attaque meurtrière à Mogadiscio par El-Chabab

## L'ONU appelle à combler les lacunes actuelles en matière de lutte contre la violence sexuelle dans les conflits



Le Conseil de sécurité lors d'une réunion sur la violence sexuelle dans les conflits.  
Photo ONU/Loey Felipe

**2 juin** - Lors d'un débat du Conseil de sécurité de l'ONU sur la violence sexuelle dans les conflits, deux hauts responsables de l'Organisation ont appelé jeudi les 15 membres à définir de nouveaux outils pour améliorer la réponse globale à cette question.

« Partout dans le monde, nous sommes les témoins d'un nombre effroyable d'actes de violence sexuelle commis en période de conflit », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ajoutant que l'élan politique mondial actuel avait toutefois permis de réaliser certains progrès, y compris faire voler en éclat les tabous entourant cette question.

A ce titre, le chef de l'ONU a mentionné les résolutions du Conseil de sécurité qualifiant la violence sexuelle de crime de guerre, crime contre l'humanité et acte constitutif de génocide, ainsi que la proclamation du 19 juin en tant que Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits.

M. Ban a noté que le déploiement sur le terrain de conseillers en matière de protection des femmes au sein des missions de la paix de l'ONU a contribué à un meilleur suivi des cas de violence sexuelle dans les conflits. Il a par ailleurs affirmé que les Nations Unies poursuivraient leurs efforts pour que les Casques bleus « respectent les normes d'intégrité les plus élevées envers les populations qu'ils défendent ».

Le Secrétaire général a par ailleurs déclaré que le verdict rendu récemment par la Cour pénale internationale (CPI) dans l'affaire Jean-Pierre Bemba, reconnaissant ce ressortissant congolais coupable de crimes commis en République centrafricaine en 2002 et 2003, y compris des violences sexuelles à grande échelle, est le signe que « le temps de l'impunité pour la violence sexuelle employée comme arme de guerre



est révolu ».

M. Ban s'est par ailleurs dit particulièrement préoccupé par l'utilisation de la violence sexuelle par les groupes terroristes, tels que Daech et Boko Haram, pour attirer et retenir des combattants, mais aussi pour générer des millions de dollars de revenus, sous forme de rançon.

« J'attends une réponse forte et unifiée de ce Conseil aux préoccupations soulevées » par ces questions, a déclaré M. Ban.

S'exprimant également devant le Conseil, la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Zainab Hawa Bangura, a noté que, sur les 48 acteurs pratiquant la violence sexuelle liée à des conflits à l'heure actuelle, 37 sont des groupes armés non étatiques.

« La violence sexuelle n'est pas accessoire, mais fait partie intégrante de l'idéologie et des objectifs stratégiques [de ces groupes terroristes en général, et de Daech en particulier]. Ils utilisent la violence sexuelle pour faire avancer leurs objectifs politiques, militaires et économiques. Ils ont utilisé le viol et le mariage forcé dans le cadre de systèmes de punition et de récompense au travers desquels ils consolident leur pouvoir et construisent leur soi-disant 'Etat' », a-t-elle dénoncé.

Notant que les instruments dont dispose le système des Nations Unies pour agir sur la question sont principalement conçus pour lier les États membres, Mme Bangura a donc appelé à développer de nouvelles approches et de nouveaux outils.

S'agissant des victimes, la Représentante spéciale a en outre rappelé qu'après avoir subi des violences sexuelles atroces, les victimes sont souvent confrontées à l'isolement et la stigmatisation à leur retour dans leur communauté d'origine.

« La violence sexuelle reste le seul crime qui stigmatise la victime plutôt que l'auteur », a-t-elle dénoncé, appelant à investir davantage dans la réintégration sociale et économique des victimes, mais aussi dans la protection de leurs enfants nés de viols.

Sur la base du constat de ces différentes lacunes dans la réponse apportée à cette question, Mme Bangura a demandé au Conseil de sécurité d'envisager une nouvelle résolution qui fournisse les « outils pour une réponse globale et multidimensionnelle qui prenne en compte l'évolution rapide du contexte international en matière de paix et de sécurité ».

## Syrie : l'ONU note des développements positifs en matière d'accès humanitaire



Une famille de Darayya, en Syrie, recevant des rations alimentaires. Photo PAM/Hussam Alsaleh

**2 juin** - Deux hauts responsables des Nations Unies ont noté jeudi à Genève des développements positifs en matière d'accès humanitaire en Syrie mais ont rappelé que ce n'était pas suffisant pour venir en aide à toutes les personnes dans le besoin.

« Il y a eu une avancée positive en termes d'accès humanitaire hier et on s'attend à d'autres développements positifs dans les prochains jours », a déclaré l'Envoyé spécial adjoint de l'ONU pour la Syrie, Ramzy E. Ramzy, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du groupe de travail sur l'humanitaire.

Le Conseiller principal de l'ONU, Jan Egeland, a rappelé pour sa part lors de cette conférence de presse que le mois de mai avait été mauvais en matière d'accès

humanitaire, comparé aux mois de mars et d'avril.

« Juin semble être bien mieux. Non seulement parce que nous avons atteint Darayya pour la première fois depuis 2012 et le début de son siège, avec une première assistance humanitaire limitée, mais aussi parce que nous prévoyons de nous rendre dans 11 zones assiégées dans les prochains jours », a dit M. Egeland.

Depuis le début de l'année, les travailleurs humanitaires ont pu atteindre 14 des 19 zones assiégées. « Et dans les prochains jours, nous pourrions en atteindre trois autres pour la première fois », a-t-il ajouté.

M. Ramzi a rappelé la date butoir du 1er juin pour les largages d'une assistance humanitaire par voie aérienne.

Le 17 mai, lors d'une réunion à Vienne, le Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS), qui rassemble l'ONU et des Etats partenaires, avait déclaré qu'à partir du 1er juin, si l'ONU n'était pas autorisée à avoir accès aux zones assiégées, il demanderait au Programme alimentaire mondial (PAM) de procéder immédiatement à un programme de ponts aériens et de largages aériens pour toutes les zones dans le besoin.

« Le PAM a étudié la question et est en train de finaliser ses plans », a dit M. Ramzi.

« Les largages aériens ne sont certainement pas un substitut aux livraisons terrestres. Les livraisons terrestres sont plus efficaces et moins coûteuses », a-t-il ajouté.

Selon l'Envoyé spécial adjoint, les récents développements positifs ne sont « pas suffisants ». « L'accès et la distribution de l'assistance humanitaire n'est pas au niveau que nous souhaitons et nous devons continuer de nous efforcer (...) de pousser toutes les parties à garantir un accès durable et sans entrave », a-t-il dit.

## Haïti : Ban Ki-moon appelle à finaliser le processus électoral de toute urgence



Un électeur vote au second tour des élections sénatoriales et législatives et au premier tour des élections présidentielles à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, le 25 octobre 2015.  
Photo : ONU / MINUSTAH / Logan Abassi

**2 juin** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les principales instances dirigeantes en Haïti à mener rapidement à son terme le processus électoral, suite à la publication d'un rapport sur la vérification de ce processus.

Selon la presse, la Commission indépendante haïtienne de vérification et d'évaluation électorale recommande, dans son rapport remis lundi 30 mai aux autorités, l'annulation pour fraudes du premier tour de l'élection présidentielle du 25 octobre 2015 et la réorganisation complète du scrutin.

Dans un communiqué de presse publié par son porte-parole, le Secrétaire général a souligné qu'Haïti « peut difficilement se permettre une période prolongée de gouvernance transitoire ».

Notant avec inquiétude les « conséquences potentielles de cette situation sur l'engagement international en faveur d'Haïti », M. Ban a réitéré la nécessité pour un gouvernement démocratiquement élu de relever les défis socio-économiques et humanitaires croissants auxquels fait face Haïti.

Le Secrétaire général a par ailleurs rappelé la responsabilité de la Présidence

provisoire, du gouvernement et du Conseil électoral provisoire d'identifier une marche à suivre qui garantisse l'achèvement pacifique des élections de 2015.

Il a par conséquent exhorté toutes les parties prenantes à « s'assurer que le retour à l'ordre constitutionnel soit une priorité urgente ».

Le Secrétaire général a réaffirmé l'engagement des Nations Unies à soutenir les aspirations démocratiques du peuple haïtien et appelé tous les acteurs concernés à contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité dans le pays ainsi qu'à décourager de façon déterminée la violence pendant cette période difficile.

## Iraq : l'ONU préoccupée par le sort des civils de Falloujah, où les combats font rage



Le 30 mai 2016, dans la province d'Anbar, en Iraq, des personnes déplacées de Falloujah attendent une distribution d'aide dans un camp. Photo OCHA/Sheri Ritsema-Anderson

**2 juin** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est inquiété jeudi du sort de dizaines de milliers de civils pris dans les combats intenses opposant depuis plusieurs jours les forces du gouvernement à Daech, à environ 70 kilomètres à l'ouest de Bagdad.

« Je suis profondément préoccupé par le sort des civils pris au piège dans la ville iraquienne assiégée de Falloujah, où une opération militaire majeure [du gouvernement] contre Daech est en cours », a déclaré M. O'Brien.

Il a indiqué qu'environ 50.000 civils, dont au moins 20.000 enfants, sont actuellement dans l'incapacité de quitter la ville et font face une pénurie de nourriture, d'eau potable et de médicaments.

« Au cours des deux dernières semaines, près de 5.000 personnes ont réussi à partir », a-t-il toutefois indiqué, tout en mettant l'accent sur le trajet risqué et pénible que des centaines d'entre eux ont eu à endurer à pied, sous de fortes chaleurs, pour se mettre en sécurité.

Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs ajouté que l'ONU et ses partenaires disposaient d'informations alarmantes faisant état d'un grand nombre de victimes parmi les civils demeurant à Falloujah, en raison des bombardements, mais aussi des centaines de familles utilisées comme boucliers humains par Daech et des enfants risquant d'être recrutés de force ou séparés de leurs familles.

M. O'Brien a appelé les parties à autoriser tous les civils de Falloujah à se mettre en sécurité, soulignant que les personnes parvenant à fuir devaient pouvoir bénéficier d'une aide et d'une protection, conformément au droit international humanitaire et des droits humains.

Pour accueillir les personnes en fuite, le gouvernement iraquien et les partenaires humanitaires ont mis en place des camps dans le district d'Amariyat al-Falloujah, a-t-il ajouté, soulignant que les autorités aidaient actuellement l'ONU à y transporter les familles.

« Nous et nos partenaires faisons tout notre possible pour intensifier notre aide. Il est essentiel que les travailleurs humanitaires aient un accès garanti, sécurisé et sans entraves à cet environnement fluide et dangereux », a dit le Secrétaire général adjoint, précisant que 10 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire à travers le pays, en plus des trois millions vivant dans des zones sous le contrôle de Daech.

## Le HCR préoccupé par des expulsions d'Erythréens par le Soudan



Un Erythréen montre son dos avec une maladie de peau contractée dans une cellule dans un centre de détention près de Tripoli, en Libye (photo archives). Photo UNICEF/Alessio Romenzi

**2 juin** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré jeudi profondément préoccupé par les récentes expulsions d'Erythréens par le Soudan vers leur pays d'origine.

« Au moins 313 Erythréens ont été arrêtés le 6 mai dans la ville de Dongola au nord du Soudan. Ils ont été jugés et condamnés pour être entrés illégalement au Soudan en vertu des lois nationales sur l'immigration et ont été renvoyés de force en Érythrée le 22 mai », a dit le HCR dans un communiqué de presse publié à Genève.

D'après les informations obtenues par le HCR, il y a eu une autre expulsion collective de 129 Érythréens vers leur pays d'origine quelques jours avant l'incident du 22 mai.

« La dernière expulsion comprenait six Érythréens qui étaient enregistrés comme réfugiés. Les autres n'avaient pas demandé l'asile, mais il n'est pas sûr qu'ils aient eu l'occasion de le faire », a ajouté le HCR.

Selon l'agence onusienne, le retour forcé des réfugiés, demandeurs d'asile ou autres personnes qui pourraient avoir besoin d'une protection internationale peut constituer un refoulement qui est interdit par le droit national du Soudan, la Convention de 1951 sur les réfugiés, la Convention de l'OUA de 1969, le droit international des droits de l'homme et le droit international coutumier.

Le HCR a rappelé au Soudan ses obligations en vertu du droit international et du droit soudanais et a demandé au gouvernement de ce pays d'éviter les retours forcés d'Érythréens vers leur pays d'origine.

## L'insécurité alimentaire se répand à cause d'El Niño dans les Etats du Pacifique et des Caraïbes, selon la FAO



La sécheresse attribuée en partie au phénomène El Niño a gravement affecté la zone Arsi, en Ethiopie. Photo : OCHA / Charlotte Cans sol.

**2 juin** - Les sécheresses provoquées par le phénomène climatique El Niño et les troubles civils ont porté à 37, contre 34 en mars dernier, le nombre de pays qui ont actuellement besoin d'une aide alimentaire extérieure, selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La dernière édition du rapport Perspectives de récolte et situation alimentaire, publié jeudi, ajoute la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Haïti et le Nigéria à la liste des pays qui ont besoin d'une aide extérieure pour nourrir leurs propres populations ou les communautés ayant trouvé refuge sur leur sol.

En Haïti, la production de céréales et de racines et tubercules a chuté en 2015 à son plus bas niveau depuis 12 ans. Quelque 3,6 millions de personnes, soit plus du tiers de la population, souffrent d'insécurité alimentaire et près de la moitié d'entre eux en sont sévèrement atteints, tandis qu'au moins 200.000 autres individus sont dans une situation d'urgence alimentaire extrême, selon le rapport.

Les malheurs d'Haïti sont en grande partie dus à El Niño qui a également exacerbé la pire sécheresse que le corridor sec d'Amérique centrale ait connue depuis des décennies.

En Afrique australe, l'effet El Niño a, là aussi, considérablement aggravé la sécurité alimentaire. Au point que la récolte 2016 de céréales actuellement en cours devrait baisser de 26% par rapport au niveau déjà réduit de l'année précédente. On s'attend donc à une augmentation notable des prix du maïs et des besoins d'importation lors de la prochaine campagne de commercialisation.

A la sécheresse prolongée de l'année dernière en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont succédé, début 2016, de fortes pluies et des inondations localisées qui ont affecté quelque 2,7 millions de personnes. La production céréalière dans la région des Highlands devrait enregistrer de graves pénuries, tandis que la récolte dans le Timor Este devrait être médiocre pour la deuxième année consécutive.

Alors qu'El Niño est désormais passé, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) prévoit, avec une probabilité de 65%, qu'il sera suivi par un épisode La Niña qui déclenche généralement un régime opposé de précipitations, représentant une bénédiction pour les terres mais aussi un risque d'inondation.

### ***Les conflits, un lourd tribut***

Les conflits civils et les déplacements de population qu'ils provoquent ont aggravé la situation de la sécurité alimentaire dans 12 sur 28 pays sous revue.

En Syrie, environ 13,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et leur nombre ne fait qu'augmenter. La récolte devrait baisser cette année d'environ 9% en raison à la fois de l'irrégularité des précipitations dans certaines régions du pays, du manque d'intrants agricoles et des dégâts subis par les infrastructures agricoles, selon la FAO.

Le Nigéria, qui abrite la plus grande économie et la population la plus nombreuse d'Afrique, a été ajouté, dans le rapport de la FAO, à la liste des pays ayant besoin d'une aide extérieure en raison des déplacements internes massifs des populations fuyant les conflits en cours dans les districts du nord. Cela a également entraîné une augmentation du nombre de réfugiés et une aggravation de l'insécurité alimentaire dans les pays voisins (Cameroun, Tchad et Niger). Environ 3,4 millions de personnes, principalement dans les Etats de Borno et Yobe, ont besoin d'une aide alimentaire.

Au Yémen, où l'on estime à plus de 14,4 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire - dont la moitié gravement - des essaims de criquets pèlerins présents dans des zones difficiles d'accès font peser un risque accru sur la situation alimentaire depuis le début de ce mois de juin.

### ***La production céréalière mondiale revue à la hausse***

Pour 2016, la FAO a relevé ses prévisions de production céréalière mondiale à 2.539 millions de tonnes, en hausse de 17,3 millions de tonnes par rapport à ses projections de mai dernier et en hausse de 0,6% par rapport à la récolte de l'année dernière.

Selon les prévisions, la production céréalière totale dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) devrait également augmenter atteignant 420 millions de tonnes en 2016, du fait d'un regain de la production de riz et de blé en Inde après le recul de l'année dernière dû à la sécheresse provoquée par El Niño, soit une augmentation de 2,5% d'une année sur l'autre.

En dépit de l'amélioration des perspectives de production mondiale en 2016, la production devrait rester légèrement inférieure à la demande projetée pour 2016/17, ce qui devrait tirer vers le bas les stocks céréaliers mondiaux qui sont actuellement à un niveau quasi-record.

Les 37 pays qui ont actuellement besoin d'une aide alimentaire extérieure sont



l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Guinée, Haïti, l'Iraq, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, Myanmar, le Népal, le Niger, le Nigeria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, le Swaziland, la Syrie, l'Ouganda, le Yémen et le Zimbabwe.

## La FAO annonce une stabilité des prix agricoles et une baisse du coût des importations alimentaires



Une consommatrice en train de choisir des fruits sur un marché à Barcelone, en Espagne. Photo : FAO / Alessia Pierdomenico

**2 juin** - Les prix des produits agricoles affichent une stabilité à moyen terme et le coût global des importations alimentaires est en baisse, indique un rapport semestriel sur les perspectives de l'alimentation, publié jeudi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Le marché mondial des produits agricoles devrait rester stable pour l'année à venir, avec des perspectives de production prometteuses et des stocks abondants, indiquant des prix et des offres plutôt stables », affirme le rapport 'Perspectives de l'alimentation' de la FAO.

Selon cette étude, publiée deux fois par an, la diminution des prix alimentaires par rapport à l'année dernière signifie que la facture mondiale des importations alimentaires pourrait chuter pour atteindre les 986 milliards de dollars cette année. Ce serait la première fois depuis 2009 que ce chiffre tomberait en dessous des mille milliards de dollars, même si, parallèlement les volumes importés sont en augmentation.

« En 2016 et pour la quatrième année consécutive, la production de blé dépassera son utilisation. Cela renforcera les stocks de la céréale la plus consommée au monde, qui atteindront leur plus haut niveau en 15 ans, avec des augmentations considérables en Chine et aux États-Unis », ajouta le rapport, précisant que la consommation mondiale de blé baissera de manière marginale et que les agriculteurs mondiaux s'orienteront vers le maïs pour nourrir le bétail.

« Il s'agit d'une alternative qui gagne en popularité en Chine, où la décision du gouvernement de diminuer les réserves de maïs devrait vraisemblablement relancer la consommation de cette céréale secondaire », souligne le rapport, ajoutant que cette mesure devrait entraîner une forte baisse de la demande d'orge et de sorgho au niveau mondial, intensifiant ainsi la concurrence entre les principaux exportateurs.

La décision de débloquer les stocks gouvernementaux affectera également sans doute les prix du riz, qui ont commencé à se stabiliser à la fin de l'année 2015 après une baisse prolongée et qui ont rebondi en mai, indique aussi l'étude, ajoutant que les prix des produits laitiers devraient rester faibles, ce qui pourrait engendrer une réduction de la production.

Les prix du poisson demeureront stables en raison d'une production aquacole en plein essor, poursuit l'étude, ajoutant que, de manière générale, la production de viande devrait rester stable même si la production avicole devrait augmenter.

« Des pressions à la hausse sur les prix des huiles végétales sont probables en raison des lourdes pertes, dues au phénomène El Niño, qui ont affecté la production de soja en Amérique du Sud et celle d'huile de palme en Asie du Sud-Est », met par ailleurs en garde le rapport de la FAO, ajoutant que pour la première fois en 18 ans, la production mondiale d'huile de palme devrait diminuer.

Par ailleurs, dans son rapport mensuel les cours mondiaux des produits alimentaires, publié également jeudi, la FAO indique que l'indice des prix des produits alimentaires a augmenté en mai, poussé par une forte hausse des prix du sucre.

« L'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui a également été publié aujourd'hui, augmente en mai pour la quatrième fois consécutive, avec une hausse de 2,1% depuis avril, pour atteindre les 155,8 points, soit toujours 7% de moins que l'année dernière », précisé en effet le rapport.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré selon les échanges suivant les cours des marchés internationaux pour cinq groupes de produits: les principales céréales, les huiles végétales, les produits laitiers, la viande et le sucre. Sa chute de l'année dernière s'explique par un approvisionnement important en nourriture, par un ralentissement de l'économie mondiale et par la remontée du dollar américain.

## Somalie : le Conseil de sécurité condamne une attaque meurtrière à Mogadiscio par El-Chabab



Une rue de Mogadiscio, la capitale somalienne. Photo UA-ONU/Stuart Price

**2 juin** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné jeudi dans les termes les plus vifs l'attaque meurtrière perpétrée le 1er juin 2016 par le groupe terroriste El-Chabab contre un hôtel dans la capitale somalienne Mogadiscio.

Selon la presse, au moins 16 personnes sont mortes et 55 autres ont été blessées suite à un attentat à la voiture piégée, suivi d'une attaque contre l'hôtel Ambassador, dans le centre de Mogadiscio.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont exprimé leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au gouvernement de la Somalie. Ils ont également souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées.

Le Conseil de sécurité a réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationale. A ce titre, le Conseil a souligné la nécessité de traduire en justice les auteurs, organisateurs, bailleurs de fonds et commanditaires de ces actes de terrorisme répréhensibles.

Les 15 membres ont souligné que les responsables de ces meurtres devraient être tenus pour responsables et ont exhorté tous les États, conformément à leurs obligations en vertu du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil, à coopérer activement avec les autorités compétentes à cet égard.

Le Conseil a réitéré le fait que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables par nature, quelle qu'en soient les motivations.

Les membres du Conseil de sécurité ont en outre souligné la nécessité de prendre des mesures pour prévenir et mettre un terme au financement d'El-Chabab et de tout autre groupe terroriste en Somalie.

Le Conseil a rendu hommage à tous les acteurs somaliens et internationaux travaillant de concert pour apporter la paix et la stabilité au pays. Il a souligné qu'aucune attaque terroriste ne viendrait à bout de sa détermination à soutenir le processus de paix et de réconciliation en Somalie.